

Notre vision critique, un éclairage pour comprendre les causes¹

Comprendre les causes : un principe clé en Éducation Populaire Autonome



« Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les humains s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde. »²

Ce commentaire d'une grande profondeur nous vient de Paulo Freire, un des fondateurs de l'éducation populaire. Pour lui, chaque humain est doté d'un sens critique qui s'aigüise et s'affine quand plusieurs personnes réfléchissent ensemble à partir d'une réalité commune. Cette réflexion commune sur la réalité vécue permet une prise de conscience de l'injustice fondamentale à l'origine des torts subis, et conduit vers l'action.

¹ Source : Marie-Iris Légaré, *Quand on comprend ensemble, on peut agir ensemble*, Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF), 2017 adapté par le RRASMQ avec autorisation.

² Paulo Freire. (1974), *Pédagogie des opprimés*, Paris: Maspéro



selon lequel les vécus semblent se dérouler, les récits se répéter. Des gens qui réalisent qu'ils sont pris dans un schéma répétitif qui les maintient dans une situation désavantageuse, malheureuse, nuisible. En mettant ces récits en commun, ils ne les voient plus comme des tragédies personnelles mais comme des faits sociaux. Cette prise de conscience allume le feu de la colère, de l'indignation et la soif de justice des personnes concernées.

Comprendre les causes

Si la colère et l'indignation sont de puissants moteurs d'action, elles peuvent aussi devenir incontrôlables. Voilà pourquoi il vaut mieux les canaliser vers la bonne direction. Et cette direction, c'est en comprenant ENSEMBLE les causes des torts subis qu'on la détermine. Voilà tout l'art de l'analyse sociopolitique menée selon une perspective d'éducation populaire.

Faire de l'analyse sociopolitique peut sembler compliqué, savant, réservé aux seuls experts. Pourtant, comme le disait Freire à son époque, tous les humains ont cette faculté de raisonnement et prennent plaisir à l'exercer ensemble. Ils y prennent plaisir parce que plus leur analyse s'affine, plus ils se sentent libérés du poids de la fatalité, de la responsabilité individuelle face à leur situation. Plus ils comprennent l'organisation sociale et politique qui détermine leur réalité vécue en commun, plus ils se sentent indignés et légitimes de changer les choses. C'est libérateur.

Un exemple vaut mille mots

À l'époque de Freire, au Brésil, les paysans sont misérables. Ils ne savent pas lire, ne reçoivent aucune éducation, ne possèdent pas les terres qu'ils cultivent et n'ont aucun pouvoir politique. En effet, le droit de vote est accordé uniquement aux personnes qui savent lire, donc la bourgeoisie. Les paysans subissent leur sort sans révolte, écrasés par l'impuissance : *C'est ainsi, on n'y peut rien.*

Mais Freire arrive, avec un programme pédagogique qui vise la prise de conscience. Il emploie des méthodes simples. Par exemple : Il présente deux images à des groupes de paysans: celle d'une maison en ruines et celle d'une magnifique demeure. Il demande aux paysans de lui dire qui vit dans chacune des maisons. Tout de suite, les paysans attribuent la maison en ruines à des paysans et la belle demeure à des



propriétaires terriens. Et Freire leur demande ensuite POURQUOI. Il questionne l'ordre établi. Les paysans lui répondent que c'est parce que les riches sont riches. Freire questionne encore : POURQUOI. Les réponses varient : parce qu'ils sont nés riches, parce qu'ils sont éduqués. Freire redemande POURQUOI. Et l'échange va ainsi de suite, jusqu'à ce que le groupe remonte aux causes structurelles de cette situation; la colonisation, le capitalisme et le maintien des classes populaires dans l'ignorance et l'analphabétisme.

Que fait Freire? Il questionne les bases d'un système injuste basé sur le bon droit des gouvernants. Il écrira d'ailleurs qu'*Aucun ordre oppressif ne supporterait que tous les opprimés se mettent à dire pourquoi.*

En osant demander POURQUOI, Freire autorise les paysans, écrasés par leur condition, à ne plus voir leur réalité comme une fatalité, mais comme un système organisé à leur détriment et au profit des privilégiés. Un système fondé sur l'exploitation des classes populaires par les riches, avec la colonisation en fond de toile. Et tout son art consiste à le faire AVEC les personnes premières concernées, sans leur plaquer sa propre analyse sociopolitique mais en guidant le cheminement de leur pensée collective. La portée politique d'un tel processus de conscientisation est immense!

Plus près de nous

Si le Québec en 2017 ne ressemble pas vraiment au Brésil de l'époque de Freire, il n'en demeure pas moins que nous vivons dans un monde où subsistent de profondes injustices et où certains groupes sociaux subissent des torts quotidiennement : les femmes gagnent encore en moyenne moins de 70% du revenu des hommes, les aînés sont exposés à des violences de toutes sortes, les personnes handicapées subissent plus d'agressions sexuelles que tout autre groupe social, les personnes ayant des troubles de santé mentale sont plus médicamenteuses qu'aucun autre groupe, les autochtones sont plus nombreux en foyer jeunesse, dans la rue et derrière les barreaux qu'aucun autre groupe, les personnes assistées sociales sont aux prises avec des revenus insuffisants et des contraintes juridiques devenant les citoyens les plus privés de droits de notre province, etc. Il y a donc une foule de situations qui ne sont pas dues à la fatalité, mais à des décisions économiques politiques. Ces situations interpellent non pas la responsabilité individuelle mais bien l'agir collectif.

Tout part donc d'un tort subi, en commun, par un groupe social qui réalise que tous vivent la même réalité. Ensemble, ils vont préciser la situation, en dessiner les contours dans toutes ses nuances. Quand cette situation survient-elle? Depuis quand? Auprès de qui? Y a-t-il des sous-groupes qui le vivent plus souvent, plus durement,

d'autres qui sont épargnés? Une question en amène une autre et les récits individuels contribuent à documenter cette situation plus finement. On ne peut faire l'économie des faits concrets, du vécu, car c'est à la fois notre principale source d'expertise et notre légitimité d'action. Pensons simplement à la Commission Vérité-Réconciliation qui a permis que les autochtones racontent les violences abominables qu'ils ont vécues dans les pensionnats, sur ordonnance du gouvernement canadien : cette version de l'Histoire n'était écrite nulle part et demandait à être documentée. Et qui mieux que les victimes aurait pu la raconter?

Voilà pourquoi le tout ne doit pas être confié à des chercheurs experts extérieurs! Ce sont les personnes premières concernées qui doivent rester au cœur de la démarche pour qu'elle ait tout son sens. Trop souvent, on a le réflexe de convier les experts et de leur confier l'analyse. Du point de vue de l'éducation populaire autonome, c'est un piège. En effet, les personnes qui subissent le tort au premier chef sont compétentes pour témoigner de la situation et en analyser les tenants et les aboutissants. En se reconnaissant cette compétence, elles reprennent du pouvoir sur leur vie, mais aussi se mettent en action pour la suite.

Et quand on bloque?

Il arrive cependant qu'on pose une question qui reste sans réponse. C'est l'occasion alors de convier d'autres personnes à enrichir notre analyse. On peut chercher parmi nos alliés, c'est-à-dire parmi les gens qui ne subissent pas la situation mais qui considèrent aussi que cette situation est injuste, qui sont solidaires. Ces alliés peuvent parfois être des experts (chercheurs, analystes, journalistes, professeurs), mais aussi des individus ou des groupes sociaux (mouvement féministe, syndicats, etc.). Il faut toutefois que les personnes premières concernées restent maîtres du jeu si on veut éviter qu'elles soient instrumentalisées et que les récits d'indignation servent d'autres intérêts.

Une fois que la situation de tort subi a été bien délimitée dans toutes ses dimensions et qu'on semble avoir fait le tour du jardin, on est en mesure de voir des grandes lignes apparaître, des motifs se répéter. On peut alors tourner notre regard critique vers les origines, vers ce qui a causé ces situations, mais aussi ce qui les perpétue. On se demande alors ensemble qui tire profit de cette situation, qui gagne des privilèges en maintenant les choses ainsi et ultimement, qui a intérêt à ce que les choses ne changent pas. Répondre ensemble à ces questions permet de mettre au jour le stratagème derrière l'injustice d'un fait social et de canaliser l'indignation collective vers la bonne cible. Mieux, cela soulage le groupe social qui subit le tort de son sentiment d'impuissance ou de culpabilité en lui permettant de trouver une

explication économique, sociale ou politique à l'injustice subie. Et on le sait, comprendre, ça donne de la prise pour agir!

Ce qu'on y gagne

Faire de l'analyse sociopolitique dans une perspective d'éducation populaire autonome peut sembler fastidieux et long, mais on a beaucoup à y gagner :

- Ça nous sort de notre victimisation individuelle, de la honte, de la culpabilité, du sentiment d'impuissance et de défaitisme face à notre vie.
- Avec d'autres, on se sent devenir plus intelligentE au fur et à mesure qu'on analyse la situation. Ça nous sort de nos schémas idéologiques, de nos préjugés et de nos croyances. Nos cerveaux cessent d'être des territoires occupés par les idées ambiantes qui nous proviennent des dirigeants et des "élites" de la société.
- On développe la capacité de lire nos récits de torts subis en termes de droits légitimes qu'on veut faire respecter. Ça nous rend plus forts, plus sûrs de nous et de nos exigences de changement.
- La validation des torts subis et l'indignation solidaire ressentie au sein du groupe donnent une force incroyable. Le sentiment d'appartenance s'en trouve renforcé et nous pousse à nous dépasser. Les gens se sentent galvanisés tout au long du processus.
- Plus on pratique l'analyse sociopolitique, moins on est susceptibles de se fier aveuglément aux soi-disant experts. On découvre les intérêts cachés de chacun et on aiguise notre jugement critique
- En faisant des liens entre notre vécu et celui d'autres groupes sociaux, on tisse des liens et des solidarités nouvelles.
- Finalement, alors qu'on se pensait victimes passives d'une situation permanente, on se découvre acteurs et actrices du changement social. C'est un éveil de la conscience politique qui réside en chaque humain. Et la force du groupe peut nous donner le courage de nous mettre en action pour revendiquer et gagner nos convictions.

Comment s'alimenter en termes d'analyse? Des idées.

S'offrir des temps et des lieux pour vivre ce processus d'analyse sociopolitique avec nos membres. C'est l'occasion d'élargir notre perspective sur *ce qui brasse notre monde*.

Nous nourrir et faire circuler des réflexions et des revendications menées par les organisations avec lesquelles nous travaillons où dont nous sommes membres (Le RRASMQ, l'AGIDD-SMQ par exemple).

Ces prises de conscience nous conduisent vers l'action, qui à son tour nous aide à affiner notre réflexion critique. Apprendre ensemble, en faisant. C'est exactement ce que veut dire Freire quand il affirme que *les humains s'éduquent ensemble par l'intermédiaire du monde*. Ce processus d'aller-retour entre la réflexion critique et l'action politique est un chemin d'éducation populaire qui permet de faire l'éducation politique collectivement et de transformer la société pour plus de justice.

Si nous ne pouvons être de toutes les luttes, nous nous inscrivons en solidarité avec les revendications menées par ces organisations car elles partent des personnes qui subissent des torts au premier plan : femmes, chômeurs, locataires, décrocheurs, analphabètes, personnes assistées sociales, personnes aux prises avec des troubles de santé mentale, personnes handicapées, etc.

Les enjeux et les revendications évoluent, certaines portes s'ouvrent, d'autres se ferment. Peu importe : on avance tous ensemble, par l'effet combiné des luttes collectives. Nous réaffirmons ainsi notre conviction : *les luttes qui se gagnent sont celles qui sont portées collectivement par les personnes premières concernées*.

